

- voor elk betrokken perceel, een afschrift van de aankoopakte;
- een orthofotoplan waarop het of de betrokken percelen staan getekend en in het rood genummerd;
- een tabel met de betrokken percelen tijdens de jaren van de referentieperiode.

§ 4. In geval van motivering gegrond op de toepassing van herstructurerings- en/of ontwikkelingsprogramma's, wanneer de in §§ 1 tot 3 bedoelde voorwaarden zijn vervuld, wordt het aan de landbouwer toegekende totaalaantal rechten verminderd met het aantal rechten overeenstemmend met de door de landbouwer verloren oppervlakten en wordt de eenheidswaarde van de rechten verhoogd en berekend overeenkomstig artikel 7, § 4, van Verordening (EG) nr. 795/2004.

Art. 7. Wanneer de motivering van de aanvraag in 2005 om vaststelling of aanpassing van de rechten door het gebruik van de nationale reserve gegrond is op een administratieve akte of op een gerechtelijke beslissing, worden enkel de vonnissen in aanmerking genomen die uiterlijk 31 maart 2005 geveld zijn.

Art. 8. De overtredingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Daarnaast kunnen overtredingen van de geldende rechtsvoorschriften leiden tot inhoudingen van de premies conform Verordening (EG) nr. 796/2004.

Art. 9. Op straffe van verval of nietigheid moet elk beroep tegen een beslissing genomen overeenkomstig dit besluit bij aangetekende brief worden ingediend bij het bestuur binnen de maand na de kennisgeving van de beslissing.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

Namen, 7 juli 2006.

B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 4097

[2006/203315]

7 JUILLET 2006. — Arrêté ministériel portant application de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, et relatif aux critères et aux montants de pénalités en cas de certaines irrégularités constatées en matière de régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée en dernier lieu par la loi du 12 août 2003;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, point 1^o, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu le Règlement (CE) n° 1258/1999 du Conseil du 17 mai 1999 relatif au financement de la politique agricole commune;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2183/2005 de la Commission du 22 décembre 2005;

Vu le Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par Règlement (CE) n° 2183/2005 de la Commission du 22 décembre 2005;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 263/2006 de la Commission du 15 février 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aides prévus aux titres IV et IV^{bis} dudit règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 2182/2005 de la Commission du 22 décembre 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 fixant les lignes directrices de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu la concertation entre les gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 12 juin 2006;

Vu le protocole du 23 juin 2005 entre l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA), la Division des Aides à l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne (IG2) et l'Administration de la Gestion et de la Qualité de la Production agricole du Ministère de la Communauté flamande (ABKL), relatif à la conditionnalité;

Vu l'urgence;

Considérant l'obligation de se conformer sans retard aux règlements du Conseil et de la Commission visés au préambule;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant que les agriculteurs, depuis l'instauration au 1^{er} janvier 2005 des nouveaux régimes de soutien direct, sont tenus de respecter les exigences réglementaires en matière de gestion, les normes en matière de bonnes conditions agricoles et environnementales, y compris pour les superficies laissées hors production, ainsi que les obligations en ce qui concerne le maintien des terres consacrées aux pâturages permanents;

Considérant qu'il y a lieu de préciser les modalités d'application de la conditionnalité en Région wallonne;

Considérant que les critères et montants de pénalités en cas d'irrégularités constatées doivent être déterminés;

Considérant que les lignes directrices de la conditionnalité et leurs conséquences éventuelles en cas d'irrégularité ont fait l'objet de concertations avec les organismes spécialisés compétents en la matière et avec les représentants des agriculteurs;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de mauvaise application des nouveaux régimes de soutien direct ou en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour la mise en place de ces régimes;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° "D.G.R.N.E." : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

2° "A.F.S.C.A." : Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;

3° "A.R.S.I.A." : Association régionale de Santé et d'Identification animales;

4° "taux de liaison au sol" : les taux de liaison au sol de base ou les taux de liaison au sol avec contrats de valorisation, appelés respectivement taux de liaison au sol LS1 ou LS2, visés aux articles 1^{er}, 25^o, 27, et 28, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture, abrogé le 22 mars 2005, remplacés à partir de cette date par les articles R. 188, 26^o, R. 214 et R. 215 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau;

5° "exploitation liée au sol" : une exploitation est dite liée au sol si son taux de liaison au sol de base est inférieur ou égal à un;

6° "contrat de valorisation" : le contrat visé aux articles 28 et 29 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 susmentionné abrogé le 22 mars 2005, remplacés à partir de cette date par les articles R. 215 et R. 216 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 susmentionné;

7° "démarche qualité" : la démarche qualité visée aux articles 30 et 35 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 susmentionné abrogé le 22 mars 2005, remplacés à partir de cette date par les articles R. 217 à 222 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 susmentionné;

8° "Sanitel" : système automatisé de traitement des données concernant l'identification et l'enregistrement des animaux;

9° "documents d'identification des bovins" : Le document d'identification visé à l'article 16 de l'arrêté royal du 8 août 1997 relatif à l'identification, l'enregistrement et aux modalités d'application de l'épidémiologie-surveillance des bovins;

10° "registre d'exploitation relatif aux animaux" : registre relatif aux bovins, aux porcins ou aux ovins et caprins de l'exploitation;

11° "registre d'exploitation relatif aux bovins" : registre relatif aux bovins de l'exploitation tel que visé par l'arrêté royal du 8 août 1997 relatif à l'identification, l'enregistrement et aux modalités d'application de l'épidémiologie-surveillance des bovins;

12° "registre d'exploitation relatif aux porcins" : registre relatif aux porcins de l'exploitation tel que visé par l'arrêté royal du 15 février 1995 relatif à l'identification des porcs et par l'arrêté ministériel du 19 février 1982 portant réglementation de l'identification des porcs d'élevage et d'engraissement et l'enregistrement des porcs;

13° "registre d'exploitation relatif aux ovins et caprins" : registre relatif aux ovins et caprins de l'exploitation tel que visé par l'arrêté royal du 2 juillet 1996 relatif à l'identification et à l'enregistrement des ovins, des caprins et des cervidés;

14° "statut" : statut sanitaire d'un troupeau attribué par l'organisme spécialisé compétent;

15° "l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité" : l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 fixant les lignes directrices de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune.

Art. 2. L'agriculteur est tenu de déclarer annuellement, dans sa déclaration de superficie, toutes les parcelles agricoles de son exploitation.

Tout agriculteur doit être à même de fournir sur demande des informations sur les parcelles qu'il n'exploite plus d'une campagne à l'autre, à savoir l'identité du propriétaire, de l'agriculteur exploitant actuel ou de l'agriculteur exploitant précédent en cas de fin d'échange. A défaut, les parcelles concernées seront considérées comme faisant toujours partie de l'exploitation.

La superficie globale des terres exploitées par l'agriculteur hors du territoire belge doit être déclarée annuellement afin de pouvoir en tenir compte pour le calcul de taux de liaison au sol. Cette superficie doit être mentionnée à la rubrique adéquate du formulaire de déclaration de superficie. Toutefois, les parcelles relatives à ces terres ne doivent plus être reprises distinctement dans la déclaration de superficie ni y être dessinées graphiquement.

Art. 3. En ce qui concerne le thème n° 02, lutte contre l'érosion des sols, visé par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité, les normes relatives aux parcelles de terre présentant un risque d'érosion sont les suivantes :

1° Pour l'année relative à la déclaration de superficie introduite en 2005, interdiction de labourer les parcelles à risque d'érosion entre la récolte de l'année 2004 et le 15 février 2005. Toutefois le labour est autorisé en vue de l'implantation d'une culture ou d'une couverture de sol avant le 30 novembre 2004. Un déchaumage ou un autre travail superficiel du sol est autorisé;

2° Interdiction de cultiver sur les parcelles à risque d'érosion des plantes sarclées ou assimilées. Les plantes interdites sont le maïs ensilage ou à grain, la betterave fourragère, la carotte fourragère, la pommes de terre, la betterave sucrière, la chicorée ainsi que les cultures maraîchères de pleine terre. Toutefois, ces cultures sont autorisées sur une parcelle à risque si une bande enherbée est installée sur la partie située au bas de la pente et en bordure de la parcelle à risque considérée. La bande enherbée doit être installée avant le semis de la plante sarclée ou assimilée et pour une durée minimale équivalente à la durée de celle-ci. En outre, elle doit répondre aux conditions suivantes :

a) elle doit avoir une largeur minimale de six mètres;

b) elle doit être composée de graminées prairiales ou d'un mélange de graminées prairiales et de légumineuses. Les codes de culture admis sont les codes n^{os} 751, 82, 84 ou 851;

c) elle ne doit pas faire l'objet de pâturage;

d) une fauche éventuelle ne peut être réalisée qu'après le 1^{er} juillet de l'année considérée.

Cette interdiction de cultiver sur les parcelles à risque des plantes sarclées ou assimilées n'est pas d'application si la parcelle contiguë située au bas de la parcelle à risque est :

a) soit une prairie portant le code de culture 61 ou 62, un boisement portant le code de culture 891 ou un bois pour autant que cette parcelle contiguë ait une largeur minimale de six mètres;

b) soit une culture correspondant à l'un des codes de culture 751, 82, 84 ou 851, pour autant que la couverture de cette parcelle contiguë ait été implantée avant le 30 novembre de l'année précédente et que cette parcelle satisfasse aux conditions a) à d) visées au premier alinéa.

Art. 4. En ce qui concerne le thème n° 03, maintien des niveaux de matières organiques du sol, visé par l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité, le brûlage des pailles, chaumes et autres résidus de récolte est interdit.

Art. 5. En ce qui concerne le thème n° 04, maintien de la structure des sols, visé par l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité, l'agriculteur pratiquant l'irrigation ou l'ayant pratiqué depuis 2002 doit procéder, à partir du 1^{er} janvier 2005, pour chaque parcelle soumise à cette irrigation, à une analyse de sol au moins tous les vingt-quatre mois. Il doit en particulier faire déterminer le degré d'acidité et de salinité.

Si ces analyses révèlent des anomalies au niveau de l'acidité ou de la salinité, l'agriculteur est tenu d'effectuer les traitements nécessaires pour corriger ces anomalies. S'il résulte des résultats d'analyse que le degré d'acidité de certaines parcelles est trop bas, il y a lieu de procéder à un chaulage. Des nouvelles analyses doivent être effectuées pour les parcelles concernées dans les douze mois qui suivent le constat d'anomalie, pour vérifier l'efficacité du traitement effectué et l'agriculteur doit, le cas échéant, effectuer d'autres traitements et analyses.

En cas de contrôle, l'agriculteur doit être à même de produire les résultats des analyses faites au cours des vingt-quatre mois précédant le contrôle et, le cas échéant, d'apporter les preuves des traitements effectués. Toutefois, si le contrôle est opéré durant les vingt-quatre mois qui suivent la parution du présent arrêté, les analyses peuvent être réalisées et les éventuels traitements effectués au cours des douze mois qui suivent ledit contrôle mais avant l'échéance des vingt-quatre mois suivant ladite parution. Le non-respect de cette autorisation est considérée comme non-conformité relative à l'année du contrôle.

Art. 6. En ce qui concerne le thème n° 05, maintien d'un niveau d'entretien minimal des terres, visé par l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité, tout agriculteur doit respecter les normes suivantes :

1° pour toutes les parcelles de l'exploitation, l'agriculteur doit lutter contre les adventices indésirables telles que fixées par les dispositions légales. La floraison, la formation des semences et l'ensemencement des chardons (*Cirsium*) doivent être prévenus de manière adéquate. Il importe en outre de prévenir les broussailles et les végétaux indésirables et d'empêcher l'invasivité par des ligneux;

2° pour les terres arables retirées de la production, à l'exclusion de celles mises en jachère en application de l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, l'agriculteur doit soit planter une prairie, soit semer annuellement avant le 31 mai de l'année en cours un couvert jachère hors couvert naturel, portant l'un des codes de culture 82, 83, 84, 85 ou 851;

3° pour les prairies retirées de la production, l'agriculteur doit faucher ou broyer le couvert au moins une fois par an entre le 1^{er} juillet et le 31 août de l'année en cours.

Art. 7. En ce qui concerne les actes n°s 06 et 07, conservation des oiseaux sauvages et des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, visés par l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité, tout agriculteur ayant dans son exploitation une ou plusieurs parcelles situées partiellement (à raison d'au moins deux ares) ou totalement en zone Natura 2000 est tenu de respecter sur ces parcelles ou, le cas échéant, sur la partie située dans cette zone, les exigences particulières suivantes :

1° interdiction de détruire les arbres, les alignements d'arbres et les haies sauf si un permis d'urbanisme l'autorise;

2° interdiction de drainer sans autorisation préalable par un fonctionnaire compétent de la D.G.R.N.E.;

3° interdiction de modifier sensiblement le relief du sol par apport de terre ou par terrassement sauf si un permis d'urbanisme l'autorise;

4° interdiction d'utiliser des herbicides en prairie sauf en cas d'autorisation préalable par un fonctionnaire compétent de la D.G.R.N.E. Toutefois, ne sont pas concernés, la protection des clôtures électriques et les usages localisés en vue de la lutte contre les chardons, rumex et orties;

5° interdiction de labourer les prairies permanentes (codes de culture 611 et 612) sauf en cas d'autorisation préalable par un fonctionnaire compétent de la D.G.R.N.E.;

6° respect des affectations reprises au plan de secteur, en particulier respect de la zone forestière. Sont exclues du champ d'application de cette exigence, les parcelles reprises dans la déclaration de superficie 2004.

Art. 8. En ce qui concerne l'acte n° 08, protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, visé par l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité, les agriculteurs sont tenus de respecter les exigences particulières suivantes :

1° Vis-à-vis de l'utilisation légale des matières et d'absence de rejet, l'agriculteur est tenu de respecter l'interdiction d'utiliser des matières non autorisées ou des matières qui ont été importées sans l'autorisation des instances compétentes. Il doit être à même de présenter le contrat passé avec le fournisseur des matières considérées précisant que ces matières fournies sont autorisées et, le cas échéant, importées avec les autorisations adéquates. L'agriculteur ne peut céder des matières à des tiers que dans le respect des dispositions de l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture, abrogé le 22 mars 2005, remplacé à partir de cette date par l'article R. 214 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'environnement, contenant le code de l'eau. L'agriculteur doit respecter l'interdiction de rejet direct dans le sous-sol, dans un égout public ou dans une eau de surface, de fertilisants et de jus d'écoulement, y compris ceux issus de matières végétales stockées.

2° Vis-à-vis du respect des conditions de stockage, l'agriculteur est tenu de respecter les conditions de stockage tant au champ qu'à la ferme pour les fumiers et pour les effluents de volailles, ainsi que les conditions de stockage des lisiers et des purins. Les cuves de stockage construites après le 29 novembre 2002 doivent disposer d'un système permettant la vérification aisée de leur étanchéité.

3° Vis-à-vis du respect des conditions d'épandage des fertilisants, l'agriculteur est tenu d'épandre les matières à des doses respectant les doses réglementairement autorisées, justifiées d'un point de vue agronomique pour couvrir les besoins physiologiques des plantes en veillant à limiter les pertes d'éléments nutritifs, et pour couvrir les besoins des sols. Les agriculteurs doivent respecter les périodes d'épandages réglementaires pour les fertilisants minéraux.

4° Vis-à-vis du respect des interdictions d'épandage en fonction des conditions climatiques et de sol, l'agriculteur est tenu de respecter les interdictions réglementaires d'épandage des fertilisants organiques et les interdictions réglementaires d'épandage des fertilisants organiques à action rapide. Le cas échéant, il doit respecter les dispositions relatives à la gestion durable de l'azote en agriculture imposées dans les autorisations reçues, soit par dérogation fédérale, soit par certificat régional d'utilisation.

5° Vis-à-vis du respect des obligations administratives, l'agriculteur est tenu de faire en sorte que son exploitation agricole soit liée au sol comme définie à l'article 1^{er}, point 5^o (taux LS1 inférieur ou égal à 1). L'agriculteur dont l'exploitation n'est pas liée au sol (taux LS1 supérieur à 1) a l'obligation de conclure des contrats de valorisation visés à l'article 1^{er}, point 6^o ou de s'engager dans une démarche qualité comme définie à l'article 1^{er}, point 7^o. L'agriculteur doit respecter les obligations réglementaires en matière de contrat de valorisation. Il est tenu de fournir les informations réglementaires ou sollicitées par l'administration ou par la D.G.R.N.E.

Art. 9. En ce qui concerne l'acte n° 09, protection des sols lors de l'utilisation de boues d'épuration en agriculture, visé par l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité, les agriculteurs sont tenus de respecter les exigences particulières suivantes :

1° Vis-à-vis de l'utilisation légale des matières, l'agriculteur ne peut utiliser que les boues couvertes par un certificat d'utilisation valide délivré par la D.G.R.N.E. et la dérogation fédérale valide telle que visée par l'arrêté royal du 7 janvier 1998 relatif au commerce des engrais, des amendements du sol et des substrats de culture. Il doit disposer d'un bon de commande mentionnant qu'il s'agit de produits agréés. Il ne peut ni céder à des tiers les boues qu'il a commandées ni les commercialiser. Tout agriculteur utilisateur de boues doit être identifié auprès de l'administration dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle visé par le chapitre 4 du Règlement (CE) n° 1782/2003, au moyen d'un numéro de producteur.

2° Vis-à-vis des interdictions, des restrictions et des conditions d'utilisation réglementaires, l'agriculteur est tenu de respecter les dispositions imposées par le certificat d'utilisation et par la dérogation fédérale visés au 1°.

3° Vis-à-vis des obligations administratives, l'agriculteur doit tenir à jour ses registres visés par l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols des boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques. Ces registres doivent contenir notamment les bulletins d'analyses des sols et les fiches récapitulatives parcellaires que l'agriculteur remplit après chaque épandage et qu'il fait viser par un des ingénieurs tel que visés par l'article 8 dudit arrêté du 12 janvier 1995.

Art. 10. En ce qui concerne l'acte n° 10, protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses, visé par l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité, les agriculteurs sont tenus de respecter les exigences particulières suivantes :

1° Vis-à-vis de l'interdiction de rejet direct de substances dangereuses tel que visé par l'article 1^{er}, point 5, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance, et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine, abrogé le 22 mars 2005, remplacé à partir de cette date par l'article R. 174, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'environnement, contenant le code de l'eau, il est interdit à l'agriculteur d'introduire des substances dangereuses dans les eaux souterraines sans cheminement dans le sol ou le sous-sol, conformément à l'article 3*bis* dudit arrêté du 14 novembre 1991 puis à l'article R. 177 dudit arrêté du 3 mars 2005.

Cette introduction peut résulter des entrées artificielles comme les captages, les piézomètres ou les puits perdants ou d'entrées naturelles comme les phénomènes karstiques tels que chantoirs, trous karstiques ou fissures soit que ces phénomènes remontent jusqu'à la surface du sol soit qu'ils soient rendus accessibles par une entrée artificielle à partir de la surface.

2° Vis-à-vis de l'étanchéité des infrastructures de stockage des hydrocarbures (cuves à mazout), telle que visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service, l'agriculteur doit être en mesure d'apporter la preuve de l'étanchéité des cuves à mazout de chauffage de 3 000 litres ou plus et qui servent à l'activité professionnelle. Il doit respecter les mesures prévues en cas de non étanchéité et/ou d'écoulement accidentel et notamment l'avertissement de l'organisme spécialisé compétent, conformément aux articles 15 à 17 dudit arrêté.

Art. 11. En ce qui concerne l'acte n° 11, identification des bovins et porcins, visé par les articles 12 et 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité, les agriculteurs sont tenus de respecter pour les bovins les exigences particulières suivantes :

1° Vis-à-vis du registre d'exploitation relatif aux bovins, tout détenteur de bovins doit tenir à jour un registre reprenant tous les bovins de l'exploitation. Ce registre doit être dûment complété endéans les trois jours calendrier suivant toute modification du cheptel (naissance, achat, vente, décès d'un bovin, etc.). Les registres d'exploitation des trois dernières années doivent être disponibles sur l'exploitation et pouvoir être présentés en cas de contrôle. Si les conditions fixées par le point 6° sont respectées, l'agriculteur ne doit pas tenir à jour un registre d'exploitation sur papier.

2° Vis-à-vis du respect des marquages des bovins, tout bovin de l'exploitation doit faire l'objet d'un double marquage auriculaire dans un délai de sept jours suivant la naissance. Tout bovin ayant perdu au moins une marque auriculaire doit faire l'objet d'une régularisation.

3° Vis-à-vis des documents d'identification des bovins, tout bovin âgé de plus que quinze jours, présent sur l'exploitation, doit disposer d'un document d'identification conforme.

4° Vis-à-vis des communications à Sanitel, tout bovin doit être enregistré correctement dans Sanitel.

5° Toute naissance, sortie ou décès d'un bovin doit faire l'objet d'une communication correcte à Sanitel dans les sept jours calendrier suivant l'évènement, soit au moyen de la notification de naissance et/ou des volets du document d'identification prévus à cet effet, soit au moyen de l'application VRS (téléphone), soit au moyen de l'application SANINET (internet).

6° Si la communication d'un évènement à Sanitel se fait correctement dans les trois jours calendrier suivant l'évènement au moyen de l'application VRS ou SANINET, le responsable est exempt de tenir à jour un registre d'exploitation sur papier s'il veille à pouvoir à tout moment imprimer (par internet en cas de Saninet ou par fax en cas de VRS) le registre (tenu à jour dans Sanitel).

7° En cas de décès d'un bovin, le responsable doit noter comme date de sortie sur le volet de sortie du document d'identification la date de la mort du bovin.

8° En cas d'achat, le vétérinaire d'exploitation doit être appelé dans les quarante-huit heures suivant l'entrée du nouveau bovin dans le troupeau. Le vétérinaire dispose alors de trois jours calendrier pour effectuer l'(les) analyse(s) d'achat.

Art. 12. En ce qui concerne l'acte n° 11 sus-visé, les agriculteurs sont tenus de respecter pour les porcs les exigences particulières suivantes :

1° Vis-à-vis du respect des marquages des porcs, tout porc de l'exploitation doit faire l'objet d'un marquage auriculaire agréé avant son sevrage, et en tout cas avant de quitter l'exploitation. Tout porc importé et introduit dans un troupeau belge doit également faire l'objet d'un marquage auriculaire dans les quarante-huit heures de son arrivée.

2° Vis-à-vis du registre d'exploitation relatif aux porcins, toutes les données du troupeau porcine doivent être inscrites dans un registre d'exploitation selon le modèle en annexe de l'arrêté ministériel du 19 février 1982 portant réglementation de l'identification des porcs d'élevage et d'engraissement et l'enregistrement des porcs. Les registres d'exploitation des trois dernières années doivent être disponibles sur l'exploitation et pouvoir être présentés en cas de contrôle.

Art. 13. En ce qui concerne l'acte n° 12, identification des ovins et caprins, visé par l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité, les agriculteurs sont tenus de respecter les exigences particulières suivantes :

1° Vis-à-vis du registre d'exploitation relatif aux ovins et caprins, tout détenteur d'ovins et/ou de caprins, doit tenir à jour un registre reprenant entre autre tous les mouvements d'entrée et de sortie des ovins et/ou caprins de l'exploitation. Les registres d'exploitation des trois dernières années doivent être disponibles sur l'exploitation et pouvoir être présentés en cas de contrôle.

2° Vis-à-vis du respect des marquages auriculaires, tout ovin ou caprin de l'exploitation doit faire l'objet d'un marquage auriculaire agréé avant d'atteindre l'âge de six mois et, en tout cas, avant de quitter l'exploitation.

3° Vis-à-vis des communications à Sanitel, chaque année, le détenteur d'ovins et/ou de caprins envoie, pour le 15 janvier suivant l'année écoulée, une copie de son registre à l'A.R.S.I.A. reprenant la situation de l'exploitation au 15 décembre.

Art. 14. En ce qui concerne l'acte n° 13, utilisation de certaines substances, visé par l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité, les agriculteurs sont tenus de respecter, à partir de 2006, les exigences particulières précisées par circulaire ministérielle.

Art. 15. En ce qui concerne l'acte n° 14, sécurité des denrées alimentaires (traçabilité), visé par l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité, les agriculteurs sont tenus de respecter, à partir de 2006, les exigences particulières précisées par circulaire ministérielle.

Art. 16. En ce qui concerne l'acte n° 15, lutte contre les encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST), visé par l'article 17 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité, les agriculteurs sont tenus de respecter, à partir de 2006, les exigences particulières précisées par circulaire ministérielle.

Art. 17. En ce qui concerne les actes 16 à 18, lutte contre certaines maladies, visés par l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité, les agriculteurs sont tenus de respecter, à partir de 2006, les exigences particulières précisées par circulaire ministérielle.

Art. 18. En ce qui concerne l'acte n° 19, utilisation des produits phytopharmaceutiques, visé par l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité, les agriculteurs sont tenus de respecter, à partir de 2006, les exigences particulières précisées par circulaire ministérielle.

Art. 19. En ce qui concerne les actes n° 20 à 22, respect du bien-être des animaux, visé par l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les lignes directrices de la conditionnalité, les agriculteurs sont tenus de respecter, à partir de 2007, les exigences particulières précisées par circulaire ministérielle.

Art. 20. En cas de non-conformité aux obligations, normes ou exigences de la conditionnalité ou en cas de certaines irrégularités en matière de régimes de soutien direct, des pénalités sont appliquées, sur l'ensemble des paiements directs octroyés à l'agriculteur. Ces pénalités et leurs modalités de calculs font l'objet de circulaires ministérielles.

Art. 21. § 1^{er}. Les pénalités appliquées tiennent compte du caractère intentionnel ou non de la non-conformité, selon une échelle allant de 0 à 2 :

- 0 : pas de constat de non conformité;
- 1 : non-conformité par négligence;
- 2 : non-conformité intentionnelle.

Des précisions quant au caractère intentionnel ou non sont données par circulaire ministérielle selon les thèmes ou actes considérés.

§ 2. Les pénalités appliquées tiennent compte du degré de non-conformité selon une échelle allant de 0 à 3; ce degré est fonction de la gravité, de l'étendue et du caractère permanent de la non-conformité :

- 0 : tolérance;
- 1 : gravité faible
- 2 : gravité moyenne
- 3 : gravité élevée.

Les éléments de gravité, d'étendue et du caractère permanent sont précisés par circulaire ministérielle pour les différents thèmes ou actes.

Toutefois, en ce qui concerne l'obligation de déclaration des parcelles de l'exploitation visée à l'article 2, les pénalités sont directement déterminées.

§ 3. Les pénalités tiennent compte de l'aspect répétitif de la non-conformité durant une période ininterrompue de trois ans, selon l'échelle suivante allant de 0 à 3 :

- 0 : pas de répétition car il s'agit d'un premier constat de non-conformité relativement à un critère d'exigence, norme ou obligation donné;
- 1 : second constat de non-conformité relativement à un critère d'exigence, norme ou obligation donné;
- 2 : troisième constat de non-conformité relativement à un critère d'exigence, norme ou obligation donné;
- 3 : quatrième constat de non-conformité ou plus relativement à un critère d'exigence, norme ou obligation donné.

Des précisions quant à l'aspect répétitif de la non-conformité sont données par circulaire ministérielle selon les thèmes ou actes considérés.

§ 4. Pour chaque critère d'exigence, norme ou obligation, le pourcentage de pénalité est calculé en fonction d'un code de pénalité constitué des trois niveaux d'échelles visées aux paragraphes 1^{er} à 3. Ces trois niveaux d'échelles sont positionnés dans l'ordre suivant :

- 1° premier chiffre : niveau d'échelle relatif au caractère intentionnel ou non;
- 2° deuxième chiffre : niveau d'échelle relatif au degré de non-conformité;
- 3° troisième chiffre : niveau d'échelle relatif à l'aspect répétitif.

Ces taux de pénalités sont précisés par circulaire ministérielle au moyen du "tableau de taux de pénalités prévus selon les codes de pénalités".

Les taux de pénalité totale due au non respect de la conditionnalité est fonction d'une combinaison du caractère intentionnel et de l'aspect répétitif selon l'une des trois situations suivantes :

- 1° Non-conformité par négligence sans répétition

Pour l'ensemble de l'exploitation d'un agriculteur donné, en cas de constatation d'une ou plusieurs non-conformités sans qu'il ne soit fait état de caractère intentionnel ni de répétition, la règle suivante est d'application pour calculer le taux global de pénalité :

- a) par thème ou acte, le taux de pénalité le plus élevé est retenu;
- b) par domaine, le taux de pénalité le plus élevé est retenu;
- c) le taux de pénalité global de l'agriculteur est la somme des pourcentages de pénalités calculés pour chacun des domaines, limitée à un plafond de 5 %.

- 2° Non-conformité par négligence avec répétition

Pour l'ensemble de l'exploitation d'un agriculteur donné, lorsqu'il est constaté une ou plusieurs non-conformités avec répétition mais n'ayant aucun caractère intentionnel, les différents pourcentages de pénalités calculés pour chacune de ces non-conformités pour lesquels le taux constaté est inférieur ou égal à 15 %, sont sommés.

Le taux de pénalité global de l'agriculteur est obtenu en sommant le taux de pénalité global obtenu pour l'ensemble des non-conformités par négligence sans répétition conformément au point 1° avec le taux de pénalité de l'ensemble des non-conformités par négligence avec répétition pour lesquels le taux constaté est inférieur ou égal à 15 %, conformément au premier alinéa.

Ce taux de pénalité global de l'agriculteur est lui-même limité à 15 %.

S'il est constaté qu'à une ou plusieurs non-conformités avec répétition mais n'ayant aucun caractère intentionnel, correspond un pourcentage de pénalité supérieur à 15 %, ces non-conformités sont considérées comme intentionnelles et le taux de pénalité doit être calculé selon la modalité visée au 3°.

3° Non-conformité intentionnelle

Pour l'ensemble de l'exploitation d'un agriculteur donné, lorsqu'il est constaté une ou plusieurs non-conformités ayant un caractère intentionnel ou devant être considérées comme intentionnelles en application du point 2°, alinéa 4, les différents pourcentages de pénalités calculés pour chacune d'entre elles sont sommés.

Le taux de pénalité global de l'agriculteur est obtenu en sommant le taux de pénalité global obtenu pour l'ensemble des non-conformités par négligence sans ou avec répétition conformément aux points 1° et 2° avec le taux de pénalité de l'ensemble des non-conformités intentionnelles obtenu en application de l'alinéa précédent.

Ce taux de pénalité global de l'agriculteur est lui-même limité à 100 %.

Art. 22. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2005.

Namur, le 7 juillet 2006.

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 4097

[2006/203315]

7. JULI 2006 — Ministerialerlass über die Anwendung der Cross-Compliance, vorgesehen in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, und über die Kriterien und die Beträge der Strafen im Falle bestimmter Regelwidrigkeiten, die im Bereich der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik festgestellt werden

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 12. August 2003;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, § 1, Punkt 1°, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1258/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Finanzierung der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2183/2005 der Kommission vom 22. Dezember 2005;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2183/2005 der Kommission vom 22. Dezember 2005;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 263/2006 der Kommission vom 15. März 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates hinsichtlich der Stützungsregelungen nach Titel IV und IVbis der besagten Verordnung und der Verwendung von Stilllegungsflächen für die Erzeugung von Rohstoffen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2182/2005 der Kommission vom 22. Dezember 2005;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Region vom 22. Juni 2006 zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehene Cross-Compliance;

Aufgrund der am 12. Juni 2006 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 23. Juni 2005 auf dem Gebiet der Cross-Compliance abgeschlossenen Protokolls zwischen der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette (FASNK), der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region (IG2) und der Verwaltung der Regelung und der Qualität der landwirtschaftlichen Produktion des Ministeriums der Flämischen Gemeinschaft (ABKL);

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Verpflichtung, den in der Präambel aufgeführten Verordnungen des Rates und der Kommission unverzüglich nachzukommen;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass die Landwirte seit der Einführung am 1. Januar 2005 neuer Direktstützungsregelungen verpflichtet sind, die gesetzlichen Anforderungen an die Betriebsführung und die Normen auf dem Gebiet des guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustands, einschließlich für die nicht angebauten Flächen, einzuhalten sowie die Verpflichtungen für die Aufrechterhaltung der für Dauerweiden bestimmten Ländereien zu beachten;

In der Erwägung, dass die Richtlinien für die Cross-Compliance in der Wallonischen Region festzulegen sind;

In der Erwägung, dass die Kriterien und die Beträge der Strafen bei der Feststellung von Regelwidrigkeiten zu bestimmen sind;

In der Erwägung, dass diese Richtlinien der Cross-Compliance und ihre möglichen Auswirkungen im Falle einer Regelwidrigkeit Gegenstand von Konzertierungen mit den in den betreffenden Bereichen zuständigen spezialisierten Einrichtungen und den Vertretern der Landwirte waren;

In der Erwägung, dass Sanktionen vorgesehen sind im Falle der unsachgemäßen Anwendung der neuen Regelung für die Zahlung der Betriebsprämie und der Nichteinhaltung der durch die Europäischen Bestimmungen auferlegten Fristen für die Einführung dieser neuen Regelungen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt": die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

2° "F.A.S.N.K.": die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette;

3° "A.R.S.I.A.": die Regionale Vereinigung der Tiergesundheit und Identifizierung;

4° "Anteil der Bodengebundenheit": der Basisanteil der Bodengebundenheit oder der Anteil der Bodengebundenheit mit Aufwertungsverträgen, mit der jeweiligen Bezeichnung BG1 bzw. BG2, der in den Artikeln 1, 25, 27 und 28 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft, der am 22. März 2005 aufgehoben und ab diesem Datum durch die Artikel R. 188, 26°, R. 214 und R. 215 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. März 2005 über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, ersetzt wird, angeführt wird;

5° "An den Boden gebundener Betrieb": ein Betrieb wird als an den Boden gebunden bezeichnet, wenn sein Anteil der Bodengebundenheit nicht größer als 1 ist;

6° "Aufwertungsvertrag": der in den Artikeln 28 und 39 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002, der am 22. März 2005 aufgehoben und ab diesem Datum durch die Artikel R. 215 und 216 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. März 2005 ersetzt worden ist, angeführte Vertrag;

7° "Qualitätskonzept": das in den Artikeln 30 und 35 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002, der am 22. März 2005 aufgehoben und ab diesem Datum durch die Artikel R. 217 und 222 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. März 2005 ersetzt worden ist, erwähnte Qualitätskonzept;

8° "Sanitel": automatisiertes System der Datenverarbeitung für die Identifizierung und Registrierung der Tiere;

9° "Identifizierungsdokumente der Rinder": Das in Artikel 16 des Königlichen Erlasses vom 8. August 1997 über die Identifizierung, die Registrierung und die Modalitäten für die Anwendung der epidemiologischen Überwachung von Rindern erwähnte Identifizierungsdokument;

10° "Betriebsregister bezüglich der Tiere": Register über die Rinder, Schweine oder die Schafe und Ziegen des Betriebs;

11° "Betriebsregister bezüglich der Rinder": Das in dem Königlichen Erlass vom 8. August 1997 über die Identifizierung, die Registrierung und die Modalitäten für die Anwendung der epidemiologischen Überwachung von Rindern erwähnte Register bezüglich der Rinder des Betriebs;

12° "Betriebsregister bezüglich der Schweine": Das in dem Königlichen Erlass vom 15. Februar 1995 über die Identifizierung von Schweinen und in dem Ministerialerlass vom 19. Februar 1982 zur Regelung der Identifizierung der Zucht- und Mastschweine und der Registrierung der Schweine erwähnte Register bezüglich der Schweine;

13° "Betriebsregister bezüglich der Schafe und Ziegen": Das in dem Königlichen Erlass vom 2. Juli 1996 über die Identifizierung und die Registrierung von Schafen, Ziegen und Hirschen erwähnte Register bezüglich der Schafe und Ziegen;

14° "Statut": Gesundheitsstatus einer Herde, der von einer Facheinrichtung zugeteilt worden ist;

15° "Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Richtlinien für die Cross-Compliance": der Erlass der Wallonischen Region vom 22. Juni 2006 zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehene Cross-Compliance.

Art. 2 - Der Landwirt ist verpflichtet, jährlich in seiner Flächenerklärung alle landwirtschaftlichen Parzellen seines Betriebs anzugeben.

Jeder Erzeuger muss in der Lage sein, auf Anfrage Informationen über die Parzellen zu liefern, die er von einem Wirtschaftsjahr zum nächsten nicht mehr bewirtschaftet, d. h. die Identität des Besitzers und des jetzigen oder vormaligen Betreibers im Fall, wo der Kulturaustausch zu Ende geht. In Ermangelung dessen werden die betreffenden Parzellen so behandelt, als seien sie immer noch ein Teil des Betriebs.

Die globale Fläche der durch den Betreiber außerhalb von Belgien bewirtschafteten Ländereien muss jährlich angegeben werden, damit sie für die Berechnung der Bodengebundenheit berücksichtigt werden kann. Diese Fläche muss in der betreffenden Rubrik des Formulars der Flächenerklärung angegeben werden. Die Parzellen, die sich auf diese Ländereien beziehen, müssen nicht mehr getrennt in der Flächenerklärung angeführt sein, noch darin graphisch dargestellt werden.

Art. 3 - Für das Thema Nr. 02 - Bekämpfung der Bodenerosion -, das in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Region zur Festlegung der Richtlinien für die Cross-Compliance behandelt wird, werden die Normen für die Parzellen, die eine Erosionsgefahr aufweisen, wie folgt festgelegt:

1° Für das Jahr, auf das sich die 2005 eingereichte Flächenerklärung bezieht, besteht das Verbot, die gefährdeten Parzellen zwischen der Ernte des Jahres 2004 und dem 15. Februar 2005 zu pflügen. Das Pflügen ist im Hinblick auf die Anlegung einer Kultur oder einer Bodenbedeckung vor dem 30. November 2004 jedoch erlaubt. Eine Stoppelbearbeitung oder jegliche andere Arbeit an der Bodenoberfläche ist erlaubt.

2° Verbot, Kulturen von Hackbaufrüchten oder gleichgestellten Pflanzen auf erosionsgefährdeten Parzellen anzubauen. Bei den untersagten Pflanzen handelt es sich um Silagemais oder Körnermais, Futterrüben, Futtermöhren, Kartoffeln, Zuckerrüben, Zichorie sowie Gemüsebau im Freiland. Der Anbau dieser Pflanzen auf einer gefährdeten

Parzelle ist jedoch erlaubt, wenn ein Wiesenstreifen auf der Parzelle in dem Teil angesiedelt ist, der unterhalb des Hangs und am Rand der gefährdeten Parzelle liegt. Dieser grasbewachsene Streifen muss vor Einsaat der Hackbaufucht oder der gleichgestellten Pflanze und für eine Mindestdauer angesiedelt werden, die der Dauer der Hackbaufucht oder der gleichgestellten Pflanze entspricht. Zudem muss er nachstehenden Anforderungen genügen:

- a) eine Mindestbreite von sechs Metern aufweisen;
- b) aus einer Mischung bestehend aus Wiesengräsern oder Wiesengräsern und Leguminosen zusammen gesetzt sein. Bei den zulässigen Kulturcodes handelt es sich um die Codes Nr. 751, 82, 84 ou 851;
- c) er darf nicht beweidet werden;
- d) wenn er gemäht wird, darf er nur nach dem 1. Juli des betreffenden Jahres gemäht werden.

Dieses Verbot, auf den gefährdeten Parzellen Hackbaufüchte oder gleichgestellte Pflanzen anzubauen, ist nicht anwendbar, wenn es sich bei der angrenzenden Parzelle, die unterhalb einer erosionsgefährdeten Parzelle liegt, handelt entweder:

a) um eine Wiese mit dem Kulturcode 61 oder 62, eine Bewaldung (Code 891) oder um einen Wald, unter der Bedingung, dass diese angrenzende Parzelle eine Breite von wenigstens 6 Metern aufweist.

b) oder um eine Kultur, die einem der Kulturcodes 751, 82, 84 oder 851 entspricht, unter der Bedingung, dass die dass die Bodenbedeckung dieser angrenzenden Parzelle vor dem 30. November des vorangegangenen Jahres angelegt wurde, und dass diese angrenzende Parzelle die unter dem ersten Absatz angeführten Bedingungen a) bis d) erfüllt.

Art. 4 - Für das Thema Nr. 03 - Erhalt des Gehalts organischer Stoffe im Boden -, das in Artikel 5 des Erlass der Wallonischen Region zur Festlegung der Richtlinien für die Cross-Compliance behandelt wird, ist das Verbrennen von Stroh, Stoppeln und sonstigen Ernterückständen untersagt.

Art. 5 - Für das Thema Nr. 04 - Erhalt der Bodenstruktur -, das in Artikel 6 des Erlass der Wallonischen Region zur Festlegung der Richtlinien für die Cross-Compliance behandelt wird, muss der Landwirt, der eine Bewässerung der Böden durchführt oder seit 2002 durchgeführt hat, ab dem 1. Januar 2005 für jede Parzelle, die bewässert wird, wenigstens einmal innerhalb von vierundzwanzig Monaten eine Bodenanalyse durchführen. Insbesondere der Säuregrad und der Versalzungsgrad ist zu bestimmen.

Werden im Rahmen dieser Analysen in Bezug auf den Säuregrad und den Versalzungsgrad Anomalien festgestellt, so ist der Landwirt verpflichtet, die erforderlichen Behandlungen vorzunehmen, um diese Anomalien zu beseitigen. Falls die Analysen ergeben, dass der Säuregrad mancher Parzellen zu niedrig ist, so sind diese zu kalken. Nachdem eine Anomalie festgestellt worden ist, müssen innerhalb von zwölf Monaten auf den betreffenden Parzellen neue Analysen durchgeführt werden, um die Wirksamkeit der durchgeführten Behandlung zu prüfen. Gegebenenfalls muss der Landwirt daraufhin weitere Behandlungen und Analysen durchführen.

Im Fall einer Kontrolle muss der Landwirt in der Lage sein, das Ergebnis der Bodenanalysen vorzuzeigen, die im Laufe der vierundzwanzig Monate, die der Kontrolle vorhergehen, vorgenommen worden sind, sowie gegebenenfalls die Beweise für die durchgeführten Behandlungen zu liefern. Falls die Kontrolle jedoch innerhalb von vierundzwanzig Monaten nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses stattfindet, so ist es erlaubt, die Analysen und die gegebenenfalls notwendigen Behandlungen innerhalb des Zeitraums von zwölf Monaten nach der genannten Kontrolle durchzuführen, wobei sie jedoch vor Ablauf von vierundzwanzig Monaten nach der genannten Veröffentlichung durchzuführen sind. Die Missachtung dieser Erlaubnis gilt als Verstoß für das Jahr der Kontrolle.

Art. 6 - Für das Thema Nr. 05 - Erhalt einer Mindestpflege der Ländereien -, das in Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Region zur Festlegung der Richtlinien für die Cross-Compliance behandelt wird, muss jeder Landwirt die nachfolgenden Normen einhalten:

1° Auf allen Parzellen seines Betriebs hat der Landwirt unerwünschte Kräuter, festgelegt laut den gesetzlichen Bestimmungen, zu bekämpfen. Die Blüte, die Bildung von Samen und die Aussaat von Disteln (*Cirsium*) sind angemessen zu verhindern. Das Wuchern unerwünschter Pflanzen sowie das Verbuschen und die Überwucherung holzartiger Pflanzen ist zu vermeiden;

2° Für das Ackerland, das aus der Erzeugung genommen worden ist - mit Ausnahme der in Anwendung von Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik stillgelegten Flächen - muss der Landwirt entweder eine Wiese anlegen, oder vor dem 31. Mai des laufenden Jahres eine Bodenbedeckung für Brache, zusätzlich zu der natürlichen Bodenbedeckung (Kodes 82, 83, 84, 85 oder 851) einsäen;

3° für die Grünflächen, die aus der Erzeugung genommen worden sind, muss der Landwirt mindestens ein Mal jährlich zwischen dem 1. Juli und dem 31. August des laufenden Jahres die Bodenbedeckung mähen oder zerkleinern.

Art. 7 - Für die Handlungen Nr. 06 und 07 - Erhaltung der wildlebenden Vögel und der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen, die in Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Region zur Festlegung der Richtlinien für die Cross-Compliance behandelt werden, ist jeder Landwirt, der in seinem Betrieb eine oder mehrere Parzelle(n) hat, die teilweise (mindestens zwei Ar) oder völlig in einem Natura 2000-Gebiet liegt bzw. liegen, verpflichtet, die nachfolgenden besonderen Bedingungen auf diesen Parzellen oder gegebenenfalls auf dem in diesem Gebiet gelegenen Teil der Parzelle einzuhalten:

1° Verbot, Bäume und Hecken zu zerstören, außer wenn städtebauliche Genehmigung vorhanden;

2° Verbot zu drainieren, außer wenn ein zuständiger Beamter der Generaldirektion Naturressourcen und Umwelt die vorherige Genehmigung erteilt hat;

3° Verbot, das Bodenrelief durch zusätzliche Erde oder Erdaushub zu verändern, außer wenn städtebauliche Genehmigung vorhanden;

4° Verbot, auf den Wiesen Herbizide einzusetzen, außer wenn ein zuständiger Beamter der Generaldirektion Naturressourcen und Umwelt die vorherige Genehmigung erteilt; Der Schutz elektrischer Zäune und die lokalen Anwendungen zur Bekämpfung von Ackerdisteln, Ampfer und Brennesseln sind nicht betroffen;

5° Verbot, die Dauerpflanzen (Kulturcodes 661 und 612) zu pflügen, außer wenn ein zuständiger Beamter der Generaldirektion Naturressourcen und Umwelt die vorherige Genehmigung erteilt;

6° Einhaltung der im Sektorenplan angeführten Zuweisungen, insbesondere Beachtung des Waldgebiets. Die in der Flächenerklärung 2004 angeführten Flächen werden von dem Anwendungsbereich dieser Bedingungen ausgenommen.

Art. 8 - Für die Rechtsvorschrift Nr. 08 - Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen -, die in Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Region zur Festlegung der Richtlinien für die Cross-Compliance behandelt wird, sind die Landwirte verpflichtet, die nachfolgenden besonderen Bedingungen einzuhalten:

1° Bezüglich der gesetzlichen Verwendung von Stoffen und der ausbleibenden Abgänge ist der Landwirt verpflichtet, das Verbot unerlaubte Stoffe oder Stoffe, die ohne die Erlaubnis der zuständigen Behörden eingeführt worden sind, zu verwenden, zu beachten. Er muss in der Lage sein, den mit dem Lieferanten der betreffenden Stoffe abgeschlossenen Vertrag vorzulegen, aus dem hervorgeht, dass die gelieferten Stoffe erlaubt sind und sie

gegebenenfalls mit den betreffenden Genehmigungen importiert wurden. Der Landwirt darf nur Stoffe an Dritte abtreten, wenn er dabei die Bestimmungen von Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft, der am 22. März 2005 aufgehoben und ab diesem Datum durch Artikel R.214 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. März 2005 über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, ersetzt worden ist, beachtet; Er muss das Verbot des direkten Abgangs von Düngemitteln und Sickersäften, einschließlich derjenigen, die aus gelagerten Pflanzen stammen, in den Untergrund, in öffentliche Abwasserleitungen und in ein Oberflächengewässer einhalten.

2° Was die Beachtung der Lagerbedingungen betrifft, so muss der Landwirt die Lagerungsbedingungen im Feld und im Hof für Mist und Geflügelkot sowie die Lagerungsbedingungen für Gülle und Jauche einhalten. Die nach dem 29. November 2002 gebauten Behälter müssen über eine Vorrichtung verfügen, die die bequeme Kontrolle ihrer Dichtigkeit zulässt.

3° Was die Beachtung der Bedingungen für die Ausbringung von Düngemitteln betrifft, ist der Landwirt verpflichtet, die Stoffe in Mengen ausbringen, welche die vorschriftsmäßigen erlaubten Dosen einhalten, die aus agrarwissenschaftlicher Sicht gerechtfertigt sind, um den physiologischen Bedarf der Pflanzen zu decken, indem darauf geachtet wird, den Verlust an Nährstoffen zu begrenzen sowie den Bedarf der Böden zu decken. Die Landwirte müssen die vorschriftsmäßigen Ausbringungszeiträume für Mineraldünger einhalten.

4° Was die Einhaltung der Ausbringungsverbote entsprechend den Klima- und Bodenverhältnisse betrifft, ist der Landwirt verpflichtet, die Verbote zur Ausbringung organischer Düngemittel und die Verbote zur Ausbringung schnellwirkender organischer Düngemittel einzuhalten. Er muss ggf. die Bestimmungen zur nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft, die in den Genehmigungen, die entweder im Rahmen einer föderalen Abweichung oder durch ein regionales Verwendungszeugnis auferlegt werden, angeführt werden, einhalten.

5° Was die Einhaltung administrativer Verpflichtungen betrifft, so ist der Landwirt verpflichtet, so vorzugehen, dass sein landwirtschaftlicher Betrieb bodengebunden ist nach der in Artikel 1, 5° angeführten Definition (BG1-Wert ≤ 1). Der Landwirt, dessen Betrieb nicht bodengebunden ist (BG1-Wert > 1), ist dazu verpflichtet, Verwertungsverträge nach Artikel 1, 6° abzuschließen oder Qualitätsmaßnahmen nach Artikel 1, 7° zu ergreifen. Der Landwirt muss die vorschriftsmäßigen Verpflichtungen in Zusammenhang mit dem Verwertungsvertrag einhalten. Er ist dazu verpflichtet, die vorschriftsmäßigen bzw. die von den Behörden oder von der Generaldirektion Naturressourcen und Umwelt erbetenen Informationen zu erteilen.

Art. 9 - Für die Rechtsvorschrift Nr. 09 - Bodenschutz bei der Verwendung von Klärschlamm in der Landwirtschaft -, das in Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Region zur Festlegung der Richtlinien für die Cross-Compliance behandelt wird, sind die Landwirte verpflichtet, die nachfolgenden besonderen Bedingungen einzuhalten:

1° Was die gesetzliche Verwendung von Stoffen betrifft, so darf der Landwirt nur Schlamm verwenden, für den es ein von der Generaldirektion Naturressourcen und Umwelt ausgestellt gültiges Verwendungszeugnis gibt, sowie eine gültige föderale Abweichung gemäß dem Königlichen Erlass vom 7. Januar 1998 bezüglich des Handels mit Dünger, Düngemitteln und Kultursubstrat. Er muss über einen Bestellschein verfügen, der angibt, ob es sich um zugelassene Produkte handelt. Er darf den bestellten Schlamm nicht an Dritte abtreten oder vermarkten. Jeder Landwirt, der Schlamm verwendet, muss bei der Verwaltung im Rahmen des in Kapitel 4 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 angeführten Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKos) mittels einer Erzeugernummer identifiziert sein.

2° Was die Einhaltung der Verbote, Einschränkungen und vorschriftsmäßigen Verwendungsbedingungen betrifft, so ist der Landwirt verpflichtet, die durch das Verwendungszeugnis und die föderale Ausnahme, die unter Punkt 1° angeführt werden, einzuhalten.

3° Was die Einhaltung administrativer Verpflichtungen betrifft, so ist der Landwirt verpflichtet, die in Artikel 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden vom Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungszentren für Fäkalien aus Faulgruben angeführten Register stets auf dem neuesten Stand zu halten. Diese Register müssen insbesondere Bodenanalyseberichte und zusammenfassende Parzellenkarteien enthalten, die der Landwirt nach jeder Ausbringung ausfüllt und von einem der in Artikel 8 des genannten Erlasses vom 12. Januar 1995 angeführten Agrar-Ingenieure gegenzeichnen lässt.

Art. 10 - Was die Rechtsvorschrift Nr. 10 - Schutz des Grundwassers vor Verschmutzung durch gewisse Gefahrenstoffe -, betrifft, das in Artikel 11 des Erlasses der Wallonischen Region zur Festlegung der Richtlinien für die Cross-Compliance behandelt wird, sind die Landwirte verpflichtet, die nachfolgenden besonderen Bedingungen einzuhalten:

1° Was das Verbot des direkten Ableitens bestimmter Gefahrenstoffe in das Grundwasser nach Artikel 1, 5, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers der am 22. März 2005 aufgehoben und ab diesem Datum durch Artikel R.174, 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. März 2005 über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, ersetzt worden ist, betrifft, so ist es dem Landwirt gemäß Artikel 3bis des genannten Erlasses vom 14. November 1991 und später Artikel R. 177 des genannten Erlasses vom 3. März 2005 untersagt, Gefahrenstoffe ohne Versickern über den Boden oder Unterboden in das Grundwasser einzubringen.

Dieses Einbringen kann über künstliche Einleitungen wie die Quelfassungen, die Piezometer oder die Sickerschächte oder um natürliche Einleitungen wie die Karsterscheinungen (Schlundloch, karstische Schächte oder Spalten, die entweder bis zur Erdoberfläche reichen, oder durch einen künstlich an der Oberfläche angelegten Zugang erreicht werden) erfolgen.

2° Was die Dichtigkeit der Einrichtungen zur Lagerung von Kohlenwasserstoffen (Heizöltanks) gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten in ortsfesten Behältern, mit Ausnahme der Lagereinrichtungen für Erdölprodukte und gefährliche Stoffe sowie die Lager in den Tankstellen betrifft, so muss der Landwirt in der Lage sein, den Beweis der Dichtigkeit der Heizöltanks mit einem Fassungsvermögen von 3 000 Litern oder mehr, die im Rahmen seiner Betriebstätigkeit genutzt werden, zu erbringen. Er muss dabei insbesondere die bei Undichtigkeiten und/oder unbeabsichtigtem Ableiten vorgesehenen Maßnahmen beachten und insbesondere gemäß den Artikeln 15 bis 17 des genannten Erlasses die zuständige Facheinrichtung benachrichtigen.

Art. 11 - Für die Rechtsvorschrift Nr. 11 - Identifikation von Rindern und Schweinen -, die in den Artikeln 12 und 13 des Erlasses der Wallonischen Region zur Festlegung der Richtlinien für die Cross-Compliance behandelt wird, sind die Landwirte verpflichtet, die nachfolgenden besonderen Bedingungen einzuhalten:

1° Was das Betriebsregister bezüglich der Rinder betrifft, so ist jeder Rinderhalter verpflichtet, ein Register auf den neuesten Stand zu halten, das alle Rinder des Betriebs auflistet. Dieses Register muss innerhalb von drei Kalendertagen, die auf jegliche Änderung des Viehbestands folgen, ordnungsgemäß vervollständigt werden (Geburt, Ankauf, Verkauf, Verenden eines Rindes, usw.). Die Betriebsregister der letzten 3 Jahre müssen im Betrieb verfügbar sein und im Falle einer Kontrolle vorgelegt werden können. Falls die unter Punkt 6° angeführten Bedingungen erfüllt sind, so wird der Landwirt von der Pflicht freigestellt, ein Betriebsregister auf Papier zu führen.

2° Was die Pflicht des Markierens der Rinder betrifft, so muss jedes Rind des Betriebs innerhalb von sieben Tagen, die auf seine Geburt folgen, doppelte Ohrmarken tragen. Bei jedem Rind, das mindestens eine Ohrmarke verloren hat, muss eine Normalisierung vorgenommen werden.

3° Was die Identifizierungsdokumente der Rinder betrifft, so muss jedes Rind, das älter ist als fünfzehn Tage und sich im Betrieb befindet, über ein ordnungsgemäßes Identifizierungsdokument verfügen.

4° Was die Mitteilungen an Sanitel betrifft, so muss jedes Rind ordnungsgemäß im Sanitel-System erfasst sein.

5° Für jede Geburt, jeden Ausgang oder jedes Verenden eines Rindes muss Sanitel innerhalb eines Zeitraums von sieben Kalendertagen, die auf das Ereignis folgen, eine korrekte Mitteilung erhalten, und zwar anhand des Geburtsbescheids und/oder der dafür vorgesehenen Abschnitte des Identifizierungsdokuments, oder anhand der VRS-Anwendung (Telefon), oder per SANINET-Anwendung (Internet).

6° Wenn Sanitel innerhalb von drei Kalendertagen, die auf das Ereignis folgen, korrekt per VRS oder SANINET-Anwendung informiert wird, wird der Leiter von der Pflicht freigestellt, ein Betriebsregister auf Papier zu führen, wenn er darauf achtet, dass er das Register (das in Sanitel aktualisiert wird) jederzeit ausdrucken kann (per Internet im Fall von Saninet oder per Fax im Fall von VRS).

7° Verendet ein Rind, trägt der Leiter auf dem Ausgangsabschnitt des Identifizierungsdokuments das Datum des Todes des Rindes als Ausgangsdatum ein.

8° Bei einem Ankauf muss der Betriebstierarzt innerhalb von Stunden nach Eingang eines neuen Rindes in die Herde benachrichtigt werden. Der Tierarzt verfügt dann über 3 Kalendertage, um die Ankaufanalyse(n) durchzuführen.

Art. 12 - Was die oben erwähnte Rechtsvorschrift Nr. 11 betrifft, so sind die Landwirte, wenn es sich um Schweine handelt, verpflichtet, die nachfolgenden besonderen Bedingungen einzuhalten:

1° Was die Pflicht des Markierens der Schweine betrifft, so muss jedes Schwein des Betriebes bevor es abgesetzt wird, eine Ohrmarke erhalten, auf jeden Fall aber dann, wenn es den Betrieb verlässt. Jedes importierte Schwein, das in eine belgische Schweineherde eingeführt wird, muss ebenfalls innerhalb von 48 Stunden ab seinem Eingang eine Ohrmarke erhalten.

2° Was das Betriebsregister bezüglich der Schweine betrifft, so müssen alle Angaben zur Schweineherde in ein Betriebsregister eingetragen werden gemäß dem Muster, das dem Ministerialerlass vom 19. Februar 1982 zur Regelung der Identifizierung der Zucht- und Mastschweine und der Registrierung der Schweine beiliegt; Die Betriebsregister der letzten 3 Jahre müssen im Betrieb verfügbar sein und im Falle einer Kontrolle vorgelegt werden können.

Art. 13 - Für die Rechtsvorschrift Nr. 12 - Identifikation von Schafen und Ziegen -, die in Artikel 14 des Erlasses der Wallonischen Region zur Festlegung der Richtlinien für die Cross-Compliance behandelt wird, sind die Landwirte verpflichtet, die nachfolgenden besonderen Bedingungen einzuhalten:

1° Was das Betriebsregister bezüglich der Schafe und Ziegen betrifft, so muss jeder Halter von Schafen und/oder Ziegen ein Register auf dem neuesten Stand halten, das insbesondere alle Eingänge und Ausgänge der Tiere seiner Herde auflistet. Die Betriebsregister der letzten 3 Jahre müssen im Betrieb verfügbar sein und im Falle einer Kontrolle vorgelegt werden können.

2° Was die Pflicht des Anbringens von Ohrmarken betrifft, so muss jedes Schaf bzw. jede Ziege des Betriebes eine zugelassene Ohrmarke erhalten, bevor es bzw. sie 6 Monate alt ist, und auf jeden Fall, wenn es/sie den Betrieb verlässt.

3° Was die Mitteilungen an Sanitel betrifft, so muss der Halter von Schafen und /oder Ziegen der A.R.S.I.A. sein Register (Lage des Betriebes am 15. Dezember) zum 15. Januar des nachfolgenden Jahres übersenden.

Art. 14 - Für die Rechtsvorschrift Nr. 13 - Verwendung gewisser Stoffe -, die in Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Region zur Festlegung der Richtlinien für die Cross-Compliance behandelt wird, sind die Landwirte verpflichtet, ab 2006 die im Rahmen eines ministeriellen Rundschreibens bestimmten besonderen Bedingungen einzuhalten.

Art. 15 - Was die Rechtsvorschrift Nr. 14 - Sicherheit von Lebensmitteln (Rückverfolgbarkeit) - betrifft, die in Artikel 16 des Erlasses der Wallonischen Region zur Festlegung der Richtlinien für die Cross-Compliance behandelt wird, ist der Landwirt verpflichtet, ab 2006 die im Rahmen eines ministeriellen Rundschreibens bestimmten besonderen Bedingungen einzuhalten.

Art. 16 - Was die Rechtsvorschrift Nr. 15 - Bekämpfung der übertragbaren spongiösen Enzephalopathien (ÜSE) -, betrifft, die in Artikel 17 des Erlasses der Wallonischen Region zur Festlegung der Richtlinien für die Cross-Compliance behandelt wird, sind die Landwirte verpflichtet, ab 2006 die im Rahmen eines ministeriellen Rundschreibens bestimmten besonderen Bedingungen einzuhalten.

Art. 17 - Was die Rechtsvorschriften Nr. 16 bis 18 - Bekämpfung gewisser Krankheiten - betrifft, die in Artikel 18 des Erlasses der Wallonischen Region zur Festlegung der Richtlinien für die Cross-Compliance behandelt werden, sind die Landwirte verpflichtet, ab 2006 die im Rahmen eines ministeriellen Rundschreibens bestimmten besonderen Bedingungen einzuhalten.

Art. 18 - Was die Rechtsvorschrift Nr. 19 - Verwendung von Pflanzenschutzmitteln - betrifft, die in Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Region zur Festlegung der Richtlinien für die Cross-Compliance behandelt wird, sind die Landwirte verpflichtet, ab 2006 die im Rahmen eines ministeriellen Rundschreibens bestimmten besonderen Bedingungen einzuhalten.

Art. 19 - Was die Rechtsvorschriften Nr. 20 bis 22 - Beachtung des Wohlergehens der Tiere - betrifft, die in Artikel 20 des Erlasses der Wallonischen Region zur Festlegung der Richtlinien für die Cross-Compliance behandelt werden, sind die Landwirte verpflichtet, ab 2007 die im Rahmen eines ministeriellen Rundschreibens bestimmten besonderen Bedingungen einzuhalten.

Art. 20 - Im Falle der Nichteinhaltung der Verpflichtungen, Normen oder Anforderungen der Cross-Compliance oder im Falle bestimmter Regelwidrigkeiten im Bereich der Direktstützungsregelungen wird die Strafe auf die gesamten Direktzahlungen angewendet, die dem Landwirt gewährt werden. Diese Strafen und ihre Berechnungsmethoden sind Gegenstand von ministeriellen Rundschreiben.

Art. 21 - § 1. Bei der Anwendung von Strafen wird auf der Grundlage einer von 0 bis 2 graduierten Skala bewertet, ob das Vergehen vorsätzlich begangen wurde oder nicht.

- 0: es wurde keine Regelwidrigkeit festgestellt;
- 1: Regelwidrigkeit aufgrund von Unachtsamkeit;
- 2: beabsichtigte Regelwidrigkeit;

Was die Bewertung der Vorsätzlichkeit betrifft, werden je nach den betreffenden Themen oder Rechtsvorschriften in einem ministeriellen Rundschreiben Erläuterungen angeführt.

§ 2. Bei der Anwendung von Strafen wird auf der Grundlage einer von 0 bis 3 graduierten Skala die Schwere der Regelwidrigkeit bewertet; diese Bewertung hängt von der Schwere und des Ausmaßes ab und davon, ob die Regelwidrigkeit permanent begangen wurde oder nicht.

- 0: Toleranz
- 1: Schweregrad Gering
- 2: Schweregrad Mittel
- 3: Schweregrad Hoch

Für die betreffenden Themen oder Rechtsvorschriften werden in einem ministeriellen Rundschreiben Erläuterungen zu der Schwere, dem Ausmaß und der permanenten Eigenschaft erläutert.

Bezüglich der in Artikel 2 angeführten Pflicht, die landwirtschaftlichen Parzellen des Betriebs anzugeben, werden die Strafen direkt bestimmt.

§ 3. Bei der Bestimmung der Strafen wird berücksichtigt, ob die Regelwidrigkeit über einen ununterbrochenen Zeitraum von drei Jahren hinweg wiederholt stattgefunden hat. Die Bewertung findet auf der Grundlage einer von 0 bis 3 graduierten Skala statt:

- 0: keine Wiederholung da es sich um die erste Feststellung einer Regelwidrigkeit bezüglich einer Einhaltung der gegebenen Anforderungen, Normen oder Verpflichtungen handelt;
- 1: zweite Feststellung einer Regelwidrigkeit bezüglich einer Einhaltung der gegebenen Anforderungen, Normen oder Verpflichtungen;
- 2: dritte Feststellung einer Regelwidrigkeit bezüglich einer Einhaltung der gegebenen Anforderungen, Normen oder Verpflichtungen;
- 3: vierte oder mehr als die vierte Feststellung einer Regelwidrigkeit bezüglich einer Einhaltung der gegebenen Anforderungen, Normen oder Verpflichtungen;

Was die Bewertung der Wiederholung der Regelwidrigkeit betrifft, werden je nach den betreffenden Themen oder Rechtsvorschriften Erläuterungen angeführt.

§ 4. Für jede Anforderung, Norm oder Verpflichtung wird der Prozentsatz der Strafe unter Zugrundelegung eines Strafenkatalogs berechnet, welcher drei Stufen umfasst, die in den Paragraphen 1 bis 3 angeführt werden. Diese drei Stufen werden wie folgt aufgliedert:

- 1° erste Ziffer: Stufenniveau bezüglich des vorsätzlichen oder des nicht vorsätzlichen Charakters;
- 2° zweite Ziffer: Stufenniveau bezüglich der Schwere der Regelwidrigkeit;
- 3° dritte Ziffer: Stufenniveau bezüglich des wiederholten Charakters.

Diese Strafsätze werden in einem ministeriellen Rundschreiben anhand der "Tabelle der in den Strafenkatalogen vorgesehenen Strafsätze" erläutert.

Der gesamte Strafsatz, der aufgrund der Missachtung der Bedingungen der Cross-Compliance zu zahlen ist, ergibt sich aus einer Kombination der Vorsätzlichkeit und der Tatsache, dass die Missachtung wiederholt stattgefunden hat, in einer der nachfolgenden Sachlagen:

- 1° Regelwidrigkeit durch Unachtsamkeit, ohne dass diese wiederholt stattgefunden hat;

Falls eine oder mehrere Regelwidrigkeiten festgestellt werden, ohne dass dabei jedoch vorsätzlich oder wiederholt gehandelt wurde, wird die nachfolgende Regel auf den gesamten Betrieb eines betreffenden Landwirts angewandt, um den gesamten Strafsatz zu berechnen:

- a) pro Thema oder Rechtsvorschrift wird der höchste Strafsatz berücksichtigt;
- a) pro Bereich wird der höchste Strafsatz berücksichtigt;
- c) der gesamte Strafsatz des Landwirts ergibt sich aus der Summe der Strafsätze, die für jeden der Bereiche berechnet werden, begrenzt auf einen Höchstsatz von 5%.
- 2° Regelwidrigkeit durch wiederholte Unachtsamkeit;

Falls eine oder mehrere Regelwidrigkeiten festgestellt werden, die wiederholt stattgefunden haben, ohne dass dabei jedoch vorsätzlich gehandelt wurde, so werden die verschiedenen Strafsätze, die für jede der Regelwidrigkeiten, für die der festgestellte Satz 15% nicht übersteigt, berechnet werden, addiert.

Der gesamte Strafsatz des Landwirts wird erreicht, indem der gesamte Strafsatz, der für alle gemäß Punkt 1° durch Unachtsamkeit begangenen Regelwidrigkeiten, ohne dass diese wiederholt stattgefunden haben, bestimmt wird, und der Strafsatz der durch Unachtsamkeit wiederholt begangenen Regelwidrigkeiten, für die der festgestellte Satz wie in dem vorangegangenen Absatz erläutert 15% nicht übersteigt, addiert werden.

- Dieser gesamte Strafsatz zu Lasten des Landwirts ist seinerseits auf 15% begrenzt.

Falls festgestellt wird, dass eine oder mehrere Regelwidrigkeiten, die wiederholt stattgefunden haben, ohne dass dabei jedoch vorsätzlich gehandelt wurde, einem Strafsatz entsprechen, der über 15% liegt, so werden diese Regelwidrigkeiten als vorsätzlich betrachtet, so dass der Strafsatz nach den unter Punkt 3° bestimmten Modalitäten zu bestimmen ist.

- 3° Beabsichtigte Regelwidrigkeit;

Falls eine oder mehrere Regelwidrigkeiten festgestellt werden, die vorsätzlich begangen wurden oder falls in Anwendung von Punkt 2°, Absatz 4 davon ausgegangen werden muss, dass eine Vorsätzlichkeit vorliegt, so werden die verschiedenen Strafsätze, die für jede der Regelwidrigkeiten berechnet werden, addiert.

Der gesamte Strafsatz des Landwirts wird erreicht, indem der gesamte Strafsatz, der für alle gemäß Punkt 1° und 2° durch Unachtsamkeit mit oder ohne Wiederholung begangenen Regelwidrigkeiten, berechnet wurde und der in Anwendung des vorangegangenen Absatzes bestimmte Strafsatz aller mit Absicht begangenen Regelwidrigkeiten, addiert werden.

- Dieser gesamte Strafsatz zu Lasten des Landwirts ist seinerseits auf 100% begrenzt.

Art. 22 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2005 wirksam.

Namur, den 7. Juli 2006

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 4097

[2006/203315]

7 JULI 2006. — Ministerieel besluit houdende toepassing van de randvoorwaarden voorzien bij artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, en betreffende de criteria en bedragen van boetes in geval van bepaalde onregelmatigheden vastgesteld op het gebied van voornoemde regelingen

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 12 augustus 2003;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1°, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1258/1999 van de Raad van 17 mei 1999 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2005 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 2183/2005 van de Commissie van 22 december 2005;

Gelet op Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoelageregeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 2183/2005 van de Commissie van 22 december 2005;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 263/2006 van de Commissie van 15 februari 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad met betrekking tot de bij de titels IV en IVbis van die verordening ingestelde steunregelingen en het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 2182/2005 van de Commissie van 22 december 2005;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het overleg van 12 juni 2006 tussen de gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op het protocol van 23 juni 2005 tussen het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV), de Afdeling Landbouwsteun van het Ministerie van het Waalse Gewest (IG2) en de Administratie Beheer en Kwaliteit Landbouwproductie (ABKL) van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, betreffende de randvoorwaarden;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de verplichting om zich onverwijld te schikken naar de in de aanhef bedoelde verordeningen van de Raad en de Commissie;

Gelet op de overdracht naar de Gewesten van de bevoegdheden inzake landbouw vanaf 1 januari 2002;

Overwegende dat de landbouwers sinds de instelling op 1 januari 2005 van de nieuwe stelsels voor rechtstreekse steunverlening ertoe verplicht zijn de regelgevende vereisten inzake beheer, de normen inzake goede landbouw- en milieuumstandigheden, met inbegrip van de uit productie gelaten oppervlakten, en de verplichtingen aangaande de instandhouding van de gronden voor blijvend grasland na te leven;

Overwegende dat de modaliteiten voor de toepassing van de randvoorwaarden in het Waalse Gewest vastgesteld moeten worden;

Overwegende dat de criteria en bedragen van straffen bij vastgestelde onregelmatigheden moeten worden vastgesteld;

Overwegende dat de richtsnoeren voor de randvoorwaarden en hun eventuele gevolgen in geval van onregelmatigheid het voorwerp uitmaken van overleggen met de gespecialiseerde instellingen die bevoegd zijn voor de bedoelde aangelegenheden en met de vertegenwoordigers van de landbouwers;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij slechte toepassing van de nieuwe rechtstreekse steunregelingen of bij niet-naleving van de termijnen opgelegd bij de Europese regelgeving voor de instelling van die stelsels;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "D.G.R.N.E." : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° "F.A.V.V." : Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

3° "A.R.S.I.A." : "Association régionale de Santé et d'Identification animales" (Gewestelijke Vereniging voor Diergezondheid en -identificatie);

4° "grondgebondenheidscijfer": het basisgrondgebondenheidscijfer (LS1) of het grondgebondenheidscijfer met valoriseringscontracten (LS2) bedoeld in artikelen 1, 25, 27 en 28 van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, opgeheven op 22 maart 2005, vervangen vanaf die datum door artikelen R.188, 26°, R. 214 en R. 215 van het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2005 betreffende Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

5° "grondgebonden bedrijf": een bedrijf is "grondgebonden" indien zijn grondgebondenheidscijfer lager of gelijk is aan één;

6° "valoriseringscontract": het contract bedoeld in artikelen 28 en 29 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002, opgeheven op 22 maart 2005, vervangen vanaf die datum door artikelen R. 215 en R. 216 van voornoemd besluit van 3 maart 2005;

7° "kwaliteitszorgproces": het kwaliteitszorgproces bedoeld in artikelen 30 en 35 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002, opgeheven op 22 maart 2005, vervangen vanaf die datum door artikelen R. 217 tot R. 222 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2005;

8° "Sanitel": geautomatiseerd dataverwerkingssysteem voor de identificatie en registratie van dieren;

9° "identificatiedocument voor runderen": het identificatiedocument bedoeld in artikel 16 van het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 betreffende de identificatie, de registratie en de toepassingsmodaliteiten voor de epidemiologische bewaking van de runderen.

10° "bedrijfsregister voor dieren": register voor runderen, varkens, schapen en geitachtigen van het bedrijf;

11° "bedrijfsregister voor runderen": register voor de runderen van het bedrijf zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 betreffende de identificatie, de registratie en de toepassingsmodaliteiten voor de epidemiologische bewaking van runderen;

12° "bedrijfsregister voor varkens": register voor de varkens van het bedrijf zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 15 februari 1995 betreffende de identificatie van varkens en in het ministerieel besluit van 19 februari 1982 houdende reglementering van de identificatie van fok- en mestvarkens en de registratie van varkens;

13° "bedrijfsregister voor schapen en geitachtigen": register voor de runderen en geitachtigen van het bedrijf zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 2 juli 1996 betreffende de identificatie en de registratie van schapen, geiten en hertachtigen;

14° "statuut": het door de bevoegde gespecialiseerde instelling toegekende sanitaire statuut van een kudde;

15° "het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden": het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Art. 2. De landbouwer is ertoe verplicht alle landbouwpercelen van zijn bedrijf jaarlijks aan te geven in zijn oppervlakteaangifte.

Elk landbouwer moet in staat zijn om desgevraagd de gegevens over de percelen die hij niet meer uitbaat te leveren: de identiteit van de eigenaar, van de huidige landbouwer-exploitant of van de vorige landbouwer-exploitant in het geval van einde van de uitwisseling. Wanneer dit niet gebeurt, zullen de betrokken percelen beschouwd worden als nog steeds deel uitmakend van het bedrijf.

De globale oppervlakte van de gronden die door de landbouwer uitgebaat worden buiten het Belgische grondgebied moet jaarlijks worden aangegeven om in aanmerking te worden genomen voor de berekening van het grondgebondenheidscijfer. Die oppervlakte moet vermeld zijn in de gepaste rubriek van het oppervlakteaangifteformulier. De percelen betreffende die gronden moeten echter niet meer duidelijk opgenomen worden in de oppervlakteaangifte noch grafisch getekend worden.

Art. 3. Wat betreft thema nr. 02, bestrijding van bodemerosie, bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden, zijn de normen betreffende de grondpercelen met erosierisico als volgt:

1° Voor het jaar betreffende de in 2005 ingediende oppervlakteaangifte, verbod tot het ploegen van de percelen met erosierisico tussen de oogst van het jaar 2004 en 15 februari 2005. Het ploegen wordt echter toegestaan met het oog op de aanplanting van een gewas of van een grondbedekking vóór 30 november 2004. Stoppelploegen of andere bodemwerkzaamheden zijn toegelaten;

2° Verbod tot het telen van hakvruchten of gelijkgesteld op risicopercelen. Verboden gewassen zijn silo- of korrelmais, voederbieten, voederwortelen, aardappelen, suikerbieten, cichorei alsook groenten in volle grond. Die gewassen zijn echter toegelaten op een risicoperceel wanneer een grasstrook aangelegd wordt op het gedeelte onder de helling en aan de rand van het betrokken risicoperceel. Die grasstrook moet worden aangelegd vóór het inzaaien van de hakvrucht of gelijkgesteld voor een minimale duur gelijk aan de duur van laatstgenoemde en moet voldoen aan volgende voorwaarden:

a) ze moet minstens zes meter breed zijn;

b) ze moet bestaan uit weidegrassen of uit een mengsel van grassen en vlinderbloemigen. De toegelaten gewascodes zijn nrs. 751, 82, 84 en 851;

c) ze moet niet begraasd worden;

d) ze mag enkel gemaaid worden na 1 juli van het betrokken jaar.

Dat verbod tot het telen van hakvruchten of gelijkgesteld op risicopercelen is niet van toepassing indien het aangrenzende risicoperceel gelegen onder de helling bestaat uit:

a) hetzij een weide met gewascode 61 of 62, een bebossing met gewascode 891 of een bos voorzover het aangrenzende perceel minstens zes meter breed is;

b) hetzij een gewas dat overeenstemt met één van gewascodes 751, 82, 84 of 851, voorzover de bedekking van dat aangrenzende perceel aangeplant is vóór 30 november van het voorafgaande jaar en op voorwaarde dat het perceel aan de in het eerste lid bedoelde voorwaarden a) tot d) voldoet.

Art. 4. Wat betreft thema nr. 03, behoud van de niveaus van bodemmineralen, bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden, is het verboden om stro, riet en andere oogstresten te verbranden.

Art. 5. Wat betreft thema nr. 04, behoud van de bodemstructuur, bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden, is de landbouwer die sinds 2002 irrigeerde of dat nog steeds doet, ertoe verplicht vanaf 1 januari 2005, voor elk perceel onderworpen aan die irrigatie, de grond te analyseren minstens om de 24 maanden. Hij moet in het bijzonder de zuur- en verziltingsgraad vastleggen.

Indien die analyses afwijkingen vertonen op het gebied van de zuur- of verziltingsgraad is de landbouwer ertoe verplicht de noodzakelijke behandelingen uit te voeren om dergelijke afwijkingen weg te werken. Indien de analyseresultaten laten blijken dat de zuurgraad van bepaalde percelen te laag is, moet een kalkbemesting plaatsvinden. Nieuwe analyses moeten uitgevoerd worden voor de betrokken percelen binnen twaalf maanden volgend op vastlegging van een afwijking, teneinde de efficiëntie van de verrichte behandeling te verifiëren en de landbouwer moet in voorkomend geval andere behandelingen en analyses uitvoeren.

In geval van controle moet de landbouwer de resultaten van de analyses uitgevoerd binnen 24 maanden voorafgaand aan de controle voorleggen en in voorkomend geval bewijzen van de verrichte behandelingen aanbrengen. Indien de controle uitgevoerd wordt binnen 24 maanden na de bekendmaking van dit besluit, kunnen analyses en behandelingen worden uitgevoerd binnen 12 maanden na genoemde controle maar vóór het verstrijken van de termijn van 24 maanden volgend op voornoemde bekendmaking. Als die goedkeuring niet nageleefd wordt, wordt ze beschouwd als niet-conformiteit betreffende het jaar van de controle.

Art. 6. Wat betreft thema nr. 05, minimaal onderhoudsniveau van de gronden, bedoeld in artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden, moet de landbouwer de volgende normen naleven :

1° voor alle percelen van het bedrijf moet de landbouwer ongewenst onkruid zoals vastgesteld bij de wettelijke bepalingen bestrijden. De bloei, de zaadvorming en de inzaaiing van distel (*Cirsium*) moeten naar behoren worden voorkomen. Bovendien moeten struikgewassen en ongewenste plantengroei worden voorkomen en de verwildering met struik- en houtgewassen tegengegaan worden;

2° wat betreft akkerland dat uit productie genomen werd, met uitzondering van braakgelegde grond overeenkomstig artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, moet de landbouwer hetzij een weiland aanplanten, hetzij jaarlijks vóór 31 mei van het lopende jaar een braakbedekking uitgezonderd natuurlijke bedekking (gewascodes 82, 83, 84, 85 of 851) inzaaien;

3° voor de uit productie gehaalde weilanden moet de landbouwer minstens één keer per jaar tussen 1 juli en 31 augustus van het lopende jaar de bedekking maaien of vernietigen.

Art. 7. Wat betreft akten nrs. 06 en 07, behoud van de vogelstand, natuurlijke habitats en wilde fauna en flora, bedoeld in artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden, is de landbouwer die in zijn bedrijf één of meerdere percelen geheel of gedeeltelijk (ten belope van minstens twee aren) gelegen in een Natura 2000-gebied uitbaat, ertoe verplicht de volgende bijzondere vereisten na te leven op die percelen of in voorkomend geval op het gedeelte gelegen in dat gebied :

1° verbod om bomen, rijen inheemse bomen en heggen te vernietigen zonder stedenbouwkundige vergunning;

2° verbod om te draineren zonder voorafgaande vergunning door een bevoegde ambtenaar van het D.G.N.R.E. (Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu);

3° verbod om het bodemreliëf aanzienlijk te wijzigen door grond aan te voeren of terrassen aan te leggen zonder stedenbouwkundige vergunning;

4° verbod om herbiciden te gebruiken in een weide zonder voorafgaande stedenbouwkundige vergunning door een bevoegde ambtenaar van het D.G.R.N.E. De bescherming van elektrische afsluitingen en de plaatselijke gebouwen in het kader van de strijd tegen distels, zuring en brandnetels zijn echter niet betrokken;

5° verbod om blijvend grasland te ploegen (gewascodes 611 en 612) zonder voorafgaande stedenbouwkundige vergunning door een bevoegde ambtenaar van het D.G.R.N.E.;

6° naleving van de sectoriële bepalingen, met name in de bosgebieden. De in de oppervlakteaangifte 2004 vermelde percelen vallen niet onder het toepassingsgebied van die vereiste.

Art. 8. Wat betreft akte nr. 08, bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden, moet de landbouwer de volgende normen naleven :

1° Wat betreft het wettelijk gebruik van grondstoffen en het verbod tot lozing, is de landbouwer ertoe verplicht het verbod tot het gebruik van niet-toegestane stoffen of stoffen ingevoerd zonder vergunning van de bevoegde overheid, na te leven. Hij moet het contract met zijn leverancier kunnen voorleggen waaruit blijkt dat de geleverde grondstoffen toegelaten zijn en in voorkomend geval ingevoerd zijn met de geschikte vergunningen. De landbouwer kan stoffen overdragen aan derden enkel met inachtneming van de bepalingen van artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, opgeheven op 22 maart 2005, vervangen vanaf die datum door artikel R. 214 van het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2005 betreffende Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt. Hij moet het verbod om rechtstreekse lozing van meststoffen en afvalwateren in de ondergrond, in een openbare riolering of in een oppervlaktewater naleven, met inbegrip van die welke voortkomen uit opgeslagen plantaardige stoffen.

2° De landbouwer is ertoe verplicht de opslagvoorwaarden van stalmest, mest van gevogelte, aalt en gier na te leven zowel op het veld als op de boerderij. De na 29 november 2002 opgebouwde opslagkuipen moeten voorzien zijn van een systeem dat de dichtheidscontrole vergemakkelijkt.

3° De landbouwer is ertoe verplicht meststoffen te verspreiden in dosissen die in overeenstemming zijn met de wettelijke maxima en die gerechtvaardigd zijn uit agronomisch oogpunt om de fysiologische behoeften van de planten te dekken. Hij moet waken over het verlies van voedingsstoffen en ervoor zorgen dat de behoeften van de grond worden vervuld. De landbouwers moeten de reglementaire periodes voor het verspreiden van stalmest voor minerale meststoffen naleven.

4° Volgens de klimatiese en bodemomstandigheden moet de landbouwer de reglementaire verbodsbepalingen in acht nemen voor het verspreiden van organische meststoffen (met of zonder versnelde werking). In voorkomend geval moet hij de wettelijke bepalingen naleven wat betreft het duurzame stikstofbeheer in de landbouw zoals opgelegd in de vergunningen die hem werden toegekend hetzij door federale afwijking, hetzij door een gewestelijk gebruikscertificaat.

5° Wat betreft de naleving van de administratieve verplichtingen moet de landbouwer letten op het grondgebondenheidscijfer ($LS1 \leq 1$) van zijn bedrijf zoals bedoeld in artikel 1, punt 5. De landbouwer wiens bedrijf niet grondgebonden is ($LS1 > 1$), is ertoe verplicht om valoriseringscontracten bedoeld in artikel 1, punt 6, af te sluiten of om in te stappen in een kwaliteitszorgproces zoals bepaald in artikel 1, punt 7. De landbouwer moet de reglementaire bepalingen met betrekking tot de herwaarderingsovereenkomsten naleven. Hij moet alle reglementaire en door het bestuur of het D.G.R.N.E. aangevraagde inlichtingen verschaffen.

Art. 9. Wat betreft akte nr. 09, bodembescherming bij gebruik van zuiveringsslib in de landbouw, bedoeld in artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden, moet de landbouwer de volgende bijzondere vereisten naleven :

1° Wat betreft het wettelijk gebruik van stoffen mag de landbouwer slechts slib gebruiken dat gedekt is door een geldig gebruikscertificaat afgegeven door het D.R.G.N.E. en door de geldige federale afwijking zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 7 januari 1998 betreffende de handel in meststoffen, bodemverbeterende middelen en teelsubstraten. Hij moet beschikken over een bestelbon die vermeldt dat het gaat om erkende producten. Hij mag het slib dat hij besteld heeft niet afstaan aan derden noch verkopen. Elke landbouwer moet geïdentificeerd zijn bij het bestuur in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem bedoeld in hoofdstuk 4 van Verordening (EG) nr. 1782/2003 d.m.v. een producentnummer.

2° Wat betreft de reglementaire verboden, beperkingen en gebruiksvoorwaarden, moet de landbouwer de bepalingen naleven die opgelegd zijn bij de federale ontheffing en het gebruikscertificaat bedoeld in 1°.

3° Wat betreft de administratieve verplichtingen moet de landbouwer zijn registers bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiverings- of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten, bijhouden. Die registers bevatten o.a. de bodemanalyseverslagen en de overzichtsfiches van de percelen die de landbouwer invult na elke verspreiding en die hij laat paraferen door één van de ingenieurs bedoeld in artikel 8 van genoemd besluit van 12 januari 1995.

Art. 10. Wat betreft akte nr. 10, bescherming van grondwater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen, bedoeld in artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden, moet de landbouwer de volgende bijzondere vereisten naleven :

1° Wat betreft het verbod tot rechtstreekse lozing van gevaarlijke stoffen zoals bedoeld in artikel 1, punt 5, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen, opgeheven op 22 maart 2005, vervangen vanaf die datum door artikel R. 174, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2005 betreffende Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, is het de landbouwer verboden om stoffen in te brengen in grondwater zonder doorvoer door de grond of de ondergrond, overeenkomstig artikel 3bis van genoemd besluit van 14 november 1991 en artikel R.177 van genoemd besluit van 3 maart 2005.

Dat inbrengen kan het gevolg zijn van kunstmatige ingangen zoals winningen, piëzometers of zinkputten ofwel om natuurlijke ingangen zoals kastverschijnselen ("chantoirs" (karstpoorten), karstholten of barsten) hetzij dat die verschijnselen op de oppervlakte uitgeven, hetzij dat ze toegankelijk zijn via een kunstmatige ingang vanuit de oppervlakte.

2° Wat betreft de waterdichtheid van opslaginfastructuren voor koolwaterstoffen (olietanken) zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations, moet de landbouwer het bewijs kunnen leveren van de waterdichtheid van de stookolietanken van 3 000 l of meer die bestemd zijn voor de beroepsactiviteit. Hij moet de maatregelen naleven in geval van niet-waterdichtheid en/of toevallige afvloeiing, o.a. de verwittiging van de bevoegde gespecialiseerde instelling, overeenkomstig artikelen 15 tot 17 van genoemd besluit.

Art. 11. Wat betreft akte nr. 11, identificatie van runderen en varkens, bedoeld in artikel 12 en 13 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden, moet de landbouwer de volgende bijzondere vereisten naleven voor runderen :

1° Elke rundveehouder moet een register bijhouden van alle runderen op zijn bedrijf. Dat register moet behoorlijk ingevuld zijn binnen drie dagen na elke wijziging van de veestapel (geboorte, aankoop, verkoop, sterfte van een rund, enz.). De bedrijfsregisters van de laatste drie jaren moeten op het bedrijf ter beschikking liggen en bij een eventuele controle voorgelegd kunnen worden. Indien de op punt 6° vastgestelde voorwaarden worden nageleefd, hoeft de landbouwer geen papieren bedrijfsregister bij te houden.

2° Wat betreft de naleving van de merkingen van runderen moeten alle runderen van het bedrijf binnen zeven dagen na hun geboorte de voorgeschreven dubbele oormerken dragen. Alle runderen die minstens één dergelijk oormerk verloren hebben, moeten geregulariseerd worden.

3° Wat betreft de identificatiedocumenten van runderen, moeten alle runderen ouder dan 15 dagen en aanwezig op het bedrijf beschikken over een conform runderpaspoort.

4° Wat betreft de mededelingen aan Sanitel, moet elk rund op geschikte wijze in Sanitel geregistreerd worden.

5° Elke geboorte, vertrek uit het bedrijf of sterfte van een rund moet binnen zeven dagen op geschikte wijze aan Sanitel meegedeeld worden. Dit kan hetzij gebeuren met de kennisgeving van geboorte en/of de daarvoor bestemde luiken van het identificatiedocument, hetzij met de toepassingen VRS (telefoon) of SANINET (Internet).

6° Indien een gebeurtenis binnen de drie kalenderdagen correct aan Sanitel wordt doorgegeven via VRS of SANINET, wordt de verantwoordelijke ervan vrijgesteld om een papieren bedrijfsregister bij te houden op voorwaarde dat hij het (in Sanitel bijgehouden) register steeds kan afdrucken (via internet bij SANINET of per fax bij VRS).

7° Bij sterfte van een rund noteert de verantwoordelijke op het uitgangsluik van het document de sterftedatum van het rund als uitgangdatum.

8° In geval van aankoop moet de bedrijfsdierenarts opgeroepen worden binnen 48 uur volgend op het binnenkomen van het nieuwe rund in de kudde. De bedrijfsdierenarts beschikt over drie kalenderdagen om de aankoopanalyse(n) uit te voeren.

Art. 12. Wat betreft voornoemde akte 11, zijn de landbouwers ertoe verplicht de volgende normen voor varkens na te leven :

1° Alle varkens van het bedrijf moeten gemerkt worden door het aanbrengen van een erkend oormerk vóór het spenen en in elk geval vóór zij het bedrijf verlaten. Alle ingevoerde varkens die toegevoegd worden aan een Belgische kudde moeten binnen de 48 uur gemerkt worden.

2° Alle gegevens van de varkenskudde moeten geregistreerd worden in een bedrijfsregister volgens het bijgevoegde model van het ministerieel besluit van 19 februari 1982 houdende reglementering van de identificatie van fok- en mestvarkens en de registratie van varkens. De bedrijfsregisters van de laatste drie jaren moeten op het bedrijf ter beschikking liggen en bij een eventuele controle voorgelegd kunnen worden.

Art. 13. Wat betreft akte nr. 12, identificatie van schapen en geitachtigen, bedoeld in artikel 14 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden, moet de landbouwer de volgende bijzondere vereisten naleven :

1° Elke schapen- en geitenhouder moet een register bijhouden met onder andere alle in- en uitgaande bewegingen van dieren in zijn veebeslag. De bedrijfsregisters van de laatste drie jaren moeten op het bedrijf ter beschikking liggen en bij een eventuele controle voorgelegd kunnen worden.

2° Alle schapen en geitachtigen van het bedrijf moeten gemerkt worden door het aanbrengen van een erkend oormerk vóór ze zes maanden oud zijn en in elk geval vóór zij het bedrijf verlaten.

3° Wat betreft de mededelingen aan Sanitel, zendt de houder van schapen en/of geiten een kopie van zijn register naar ARSIA, met de toedating van het bedrijf op 15 december, vóór 15 januari van het volgende jaar.

Art. 14. Wat betreft akte nr. 13, gebruik van sommige stoffen, bedoeld in artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden, moet de landbouwer vanaf 2006 de bij ministeriële omzendbrief vastgestelde bijzondere vereisten naleven.

Art. 15. Wat betreft akte nr. 14, veiligheid van de levensmiddelen (traceerbaarheid), bedoeld in artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden, moet de landbouwer vanaf 2006 de bij ministeriële omzendbrief vastgestelde bijzondere vereisten naleven.

Art. 16. Wat betreft akte nr. 15, bestrijding van overdraagbare spongiforme encefalopathieën (BSE), bedoeld in artikel 17 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden, moet de landbouwer vanaf 2006 de bij ministeriële omzendbrief vastgestelde bijzondere vereisten naleven.

Art. 17. Wat betreft akten 16 tot 18, bestrijding van bepaalde ziekten, bedoeld in artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden, moet de landbouwer vanaf 2006 de bij ministeriële omzendbrief vastgestelde bijzondere vereisten naleven.

Art. 18. Wat betreft akte nr. 19, gebruik van fytofarmaceutische producten, bedoeld in artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden, moet de landbouwer vanaf 2006 de bij ministeriële omzendbrief vastgestelde bijzondere vereisten naleven.

Art. 19. Wat betreft akten nrs. 20 tot 22, naleving van het dierenwelzijn, bedoeld in artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden, moet de landbouwer vanaf 2007 de bij ministeriële omzendbrief vastgestelde bijzondere vereisten naleven.

Art. 20. In geval van niet-conformiteit van de verplichtingen, normen of vereisten van de randvoorwaarden of in geval van bepaalde onregelmatigheden op het gebied van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening, wordt de boete toegepast op het geheel van de aan de landbouwer toegekende rechtstreekse betalingen. Die boetes en de berekeningsmodaliteiten daarvan worden vastgesteld in ministeriële omzendbrieven.

Art. 21. § 1. De toegepaste boetes houden rekening met de al dan niet opzettelijke aard van de niet-conformiteit, volgens een schaal van 0 tot 2 :

- 0 : geen vaststelling van niet-conformiteit;
- 1 : niet-conformiteit wegens nalatigheid;
- 2 : opzettelijke niet-conformiteit.

Nadere bepalingen betreffende de al dan niet opzettelijke aard worden opgenomen in een ministeriële omzendbrief volgens de betrokken thema's of handelingen.

§ 2. De toegepaste boetes houden rekening met de niet-conformiteitsgraad volgens een schaal van 0 tot 3°; die graad hangt af van de ernst, de omvang en de permanente aard van de niet-conformiteit :

- 0 : tolerantie;
- 1 : geringe ernst
- 2 : middelmatige ernst
- 3 : hoge ernst.

De ernst, omvang en permanente aard worden nader bepaald in een ministeriële omzendbrief volgens de verschillende thema's of handelingen.

Wat betreft de verplichte aangifte van bedrijfspercelen zoals bedoeld in artikel 2, worden de boetes echter rechtstreeks bepaald.

§ 3. De boetes houden rekening met de terugkerende aard van de niet-conformiteit tijdens een ononderbroken periode van drie jaar volgens de volgende schaal van 0 tot 3 :

- 0 : geen herhaling want het gaat om een eerste vaststelling van niet-conformiteit betreffende een bepaald eis-, norm- of verplichtingscriterium;
- 1 : tweede vaststelling van niet-conformiteit betreffende een bepaald eis-, norm- of verplichtingscriterium;
- 2 : derde vaststelling van niet-conformiteit betreffende een bepaald eis-, norm- of verplichtingscriterium;
- 3 : vierde vaststelling (of meer) van niet-conformiteit betreffende een bepaald eis-, norm- of verplichtingscriterium;

Nadere bepalingen betreffende de terugkerende aard van de niet-conformiteit worden opgenomen in een ministeriële omzendbrief volgens de betrokken thema's of handelingen.

§ 4. Voor elk eis-, norm- of verplichtingscriterium wordt het boetepercentage berekend volgens een boetecode die bestaat uit de in §§ 1 tot 3 bedoelde drie schaalniveaus. Die 3 schaalniveaus zijn onderworpen aan de volgende orde :

- 1° eerste cijfer : schaalniveau betreffende de al dan niet opzettelijke aard;
- 2° tweede cijfer : schaalniveau betreffende de niet-conformiteitsgraad;
- 3° derde cijfer : schaalniveau betreffende de terugkerende aard.

Die boetepercentages worden nader bepaald in een ministeriële omzendbrief d.m.v. de "tabel van boetepercentages berekend volgens de boetecodes".

De totaalpercentages van boetes wegens niet-naleving van de randvoorwaarden hangen af van een combinatie van de opzettelijke aard en het terugkerende aspect volgens één van de 3 volgende toestanden :

- 1° Niet-conformiteit wegens nalatigheid zonder herhaling

Wat betreft het geheel van het bedrijf van een bepaalde landbouwer, in geval van vaststelling van één of meerdere niet-conformiteiten zonder opzettelijke aard noch herhaling, wordt de volgende regel toegepast om het globale boetepercentage te berekenen :

- a) per thema of handeling wordt het hoogste boetepercentage in aanmerking genomen;
- a) per gebied wordt het hoogste boetepercentage in aanmerking genomen;
- c) het globale boetepercentage van de landbouwer is de som van de boetepercentages berekend voor elk gebied en beperkt tot een plafond van 5 %.

- 2° Niet-conformiteit wegens nalatigheid met herhaling

Wat betreft het geheel van het bedrijf van een bepaalde landbouwer, in geval van vaststelling van één of meerdere niet-conformiteiten met herhaling maar zonder opzettelijke aard, worden de verschillende boetepercentages die berekend zijn voor elke niet-conformiteit waarvoor het vastgestelde percentage lager of gelijk is aan 15 %, opgeteld.

Het globale boetepercentage van de landbouwer wordt berekend door het optellen van het globale boetepercentage van het geheel van de niet-conformiteiten wegens nalatigheid maar zonder herhaling, overeenkomstig punt 1°, en van het boetepercentage van het geheel van de niet-conformiteiten wegens nalatigheid met herhaling waarvoor het vastgestelde percentage minder of gelijk is aan 15 %, overeenkomstig het eerste lid.

Dat globale boetepercentage van de landbouwer wordt beperkt tot 15 %.

Indien vastgesteld wordt dat een percentage hoger dan 15 % overeenstemt met één of meerdere niet-conformiteiten met herhaling maar zonder opzettelijke aard, worden die niet-conformiteiten beschouwd als opzettelijk en moet het boetepercentage berekend worden volgens de in 3° bedoelde regel.

- 3° Opzettelijke niet-conformiteit

Wat betreft het geheel van het bedrijf van een bepaalde landbouwer, in geval van vaststelling van één of meerdere niet-conformiteiten met een opzettelijke aard of beschouwd als opzettelijk overeenkomstig punt 2°, vierde lid, worden de verschillende boetepercentages die berekend zijn voor elke niet-conformiteit, opgeteld.

Het globale boetepercentage van de landbouwer wordt berekend door het optellen van het globale boetepercentage berekend voor het geheel van de niet-conformiteiten wegens nalatigheid zonder of met herhaling overeenkomstig punten 1° en 2° en het boetepercentage van het geheel van de opzettelijke niet-conformiteiten berekend overeenkomstig het vorige lid.

Dat globale boetepercentage van de landbouwer wordt beperkt tot 100 %.

Art. 22. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

Namen, 7 juli 2006.